

**ARRETE n° 99/CM du 29 janvier 1988 fixant la composition et le fonctionnement de la
commission technique
des agences de voyages et des bureaux d'excursions.**

(JOPF du 11 février 1988, n° 6, p. 320)

Modifié par :

Arrêté n° 111/CM du 28 janvier 1992 ; JOPF du 6 février 1992, n° 6, p. 297
Arrêté n° 502/CM du 27 mai 1994 ; JOPF du 9 juin 1994, n° 23, p. 1 045
Arrêté n° 1498/CM du 27 août 2010 ; JOPF du 2 septembre 2010, n° 35, p. 4 370
Arrêté n° 1383/CM du 14 septembre 2011 ; JOPF du 19 septembre 2011, n° 52 NS, p. 1 960
Arrêté n° 303/CM du 29 février 2012 ; JOPF du 08 mars 2012, n° 10, p. 1 410

Le Président du gouvernement de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre du travail, du tourisme, des transports et des sports ;

Vu la loi n° 84-820 du 6 septembre 1984 portant statut du territoire de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 789 PR du 11 décembre 1987 relatif à la composition du gouvernement de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 87-138 AT du 23 décembre 1987 fixant les conditions d'exercice des activités relatives à l'organisation de voyages et de séjours touristiques ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 21 janvier 1988,

Arrête :

Article 1er.- La commission technique des agences de voyages et des bureaux d'excursions prévue à l'article 15 de la délibération n° 87-138 AT du 23 décembre 1987 susvisée, est chargée d'examiner et de rendre un avis sur les demandes de licences d'agences de voyages ou licence A et de bureaux d'excursions ou licence B.

Elle est également consultée en matière de suspension ou de retrait de licence.

Elle peut, en outre, à la demande du ministre chargé du tourisme ou du tiers de ses membres, être saisie pour avis de toutes questions relatives aux conditions juridiques, techniques et économiques dans lesquelles s'effectuent les opérations énumérées à l'article 1er de la délibération n° 87-138 AT du 23 décembre 1987 susvisée et faire toutes propositions concernant le développement des activités relatives à l'organisation de voyages et de séjours touristiques.

Art. 2.- (modifié, arr. n° 111/CM du 28/01/1992, art.1^{er}) La commission technique des agences de voyages et des bureaux d'excursions est composée de 13 membres.

I – Au titre des intérêts généraux : 6 membres

- | | |
|--|-----------------------|
| - Le ministre chargé du tourisme <i>ou son représentant</i>
(modifié, arr. n° 303/CM du 29/02/2012, art. 1 ^{er}) | <i>Président</i> |
| - Le ministre chargé des finances <i>ou son représentant</i>
(modifié, arr. n° 303/CM du 29/02/2012, art. 1 ^{er}) | <i>Vice-président</i> |
| - Le chef du service du tourisme <i>ou son représentant</i> | <i>Membre</i> |

- Le directeur général du G.I.E. "Tahiti tourisme" *ou son représentant* " (modifié, arr. n° 502/CM du 27/05/1994, art.1^{er})
- Le directeur de la direction générale des affaires économiques *ou son représentant* " (modifié, arr. n° 1383/CM du 14/09/2011, art.1^{er})
- Le directeur de la direction des impôts et des contributions publiques *ou son représentant* " (modifié, arr. n° 1498/CM du 27/08/2010, art.16)

En cas d'indisponibilité du ministre chargé du tourisme et du ministre chargé des finances, la présidence de la commission est assurée par le représentant du ministre chargé du tourisme. (inséré, arr. n° 303/CM du 29/02/2012, art. 1^{ier})

II - Au titre des intérêts professionnels : 7 membres

- 3 représentants titulaires et 3 représentants suppléants des agences de voyages et des bureaux d'excursions désignés par les organisations syndicales professionnelles les plus représentatives *Membres*
- 1 représentant titulaire et 1 représentant suppléant des transporteurs aériens internationaux désignés par les organisations syndicales professionnelles les plus représentatives "
- 1 représentant titulaire et 1 représentant suppléant des transporteurs aériens domestiques désignés par les organisations syndicales professionnelles les plus représentatives "
- 1 représentant titulaire et 1 représentant suppléant de l'hôtellerie désignés par les organisations syndicales professionnelles les plus représentatives "
- 1 représentant titulaire et 1 représentant suppléant de l'organisme de garantie financière prévu à l'article 12 de la délibération n° 87-138 AT du 23 décembre 1987, désignés par le comité de Polynésie française de l'Association française des banques "

Les membres de la commission représentant les intérêts professionnels sont nommés pour deux années par arrêté du conseil des ministres sur proposition du ministre chargé du tourisme.

Toutefois, leur mandat expire de plein droit en même temps que celui qu'ils détiennent des organisations professionnelles et syndicales qu'ils représentent.

Il est pourvu à leur remplacement dans un délai d'un mois.

La commission peut décider de s'adjoindre, en outre, avec voix consultative, toute personne dont elle souhaiterait solliciter l'avis en raison de sa compétence.

Art. 3.- La commission se réunit sur convocation de son président.

(alinéa modifié, arr. n° 111/CM du 28/01/1992, art.2) Elle ne peut valablement délibérer que si 7 au moins de ses membres sont présents.

Si, à la suite d'une première convocation, le quorum n'est pas atteint, une deuxième convocation fixe une nouvelle date de réunion dans un délai qui ne peut être inférieur à deux jours francs, ni supérieur à huit jours francs. Aucune condition de quorum n'est alors imposée pour cette seconde séance.

En cas de partage des voix, celle du président est prépondérante.

Les membres de la commission sont tenus au secret en ce qui concerne les travaux de la commission et les documents qui leur sont soumis, ainsi que pour les votes susceptibles d'intervenir et les avis émis.

Art. 4.- La commission établit son règlement intérieur.

Le secrétariat de la commission est assuré par le service du tourisme.

Art. 5.- Le ministre du travail, du tourisme, des transports et des sports est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 29 janvier 1988.

Alexandre LEONTIEFF.

Par le Président du gouvernement du territoire :

Le ministre du travail, du tourisme,
des transports et des sports,
Napoléon SPITZ.